

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE DU 08 NOV. 2024
PORTANT MODIFICATION DE PRESCRIPTIONS SUR LA GESTION DU BIOGAZ ET
AUTORISATION D'ÉVOLUTION DE GESTION DES EAUX PLUVIALES DE LA ZONE
DONZERE 3
DU CENTRE SITUÉ 345 CHEMIN DES BOUZARUDES À DONZERE,
EXPLOITÉ PAR LA SOCIÉTÉ SUEZ RV CENTRE EST

Le préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le Code de l'Environnement, notamment les articles L. 513-1, R. 513-1, R. 181-45 et R. 181-46 ;
- VU** l'article R. 511-9 constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, et les rubriques 2510, 2517, 2714, 2716, 2760, 2791, 2713, 3540, 2515 et 2921 de cette nomenclature ;
- VU** le décret du 13 juillet 2023 nommant Monsieur Thierry DEVIMEUX, préfet de la Drôme ;
- VU** le décret du 21 juillet 2023 nommant Monsieur Cyril MOREAU secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°26-2024-02-05-00001 du 5 février 2024 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MOREAU ;
- VU** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- VU** l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- VU** le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé le 10 avril 2020 par le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en particulier le plan régional de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Auvergne-Rhône-Alpes qu'il contient ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 autorisant la société SITA CENTRE EST, dont le siège social est situé Gerland Plaza, Bâtiment A, 19 rue Pierre-Gilles de GENNES, 69 007 LYON, à exploiter sur le territoire de la commune de DONZERE, 345 chemin des Bouzarudes, un établissement d'une surface globale de 478 850 m², constitué de quatre zones de stockage de déchets non dangereux appelées DONZERE 1, DONZERE 2, extension NORD DONZERE 2 et DONZERE 3, ainsi qu'une zone de stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes, et une unité de traitement de déchets non dangereux composée :

- d'un centre de tri et de transfert d'une capacité de 149 500 tonnes/an ;
- d'une unité de rupture de charge pour l'accueil des déchets susceptibles d'envois ;
- d'une plate-forme de valorisation de métaux ;
- d'une plate-forme de valorisation de bois ;
- d'une aire de stockage temporaire de déchets non dangereux en balles.

- VU** la lettre de déclaration de changement de dénomination sociale de la société SITA CENTRE EST adressée le 2 août 2016 à Monsieur le Préfet de la Drôme, sa nouvelle dénomination sociale étant la société SUEZ RV Centre Est, dont l'adresse du siège social est Universaone, 18 rue Félix Mangini, 69 009 LYON ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2019060-0003 du 28 février 2019 imposant des prescriptions complémentaires à l'établissement susvisé, portant sur la gestion des émissions olfactives ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 modifiant et complétant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 juillet 2014 susvisé ;
- VU** la demande présentée par la société SUEZ RV Centre Est en date du 28 février 2023, de bénéfice des droits acquis concernant la rubrique 4130-2b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, concernant un stockage d'acide nitrique de moins de 2 tonnes dans l'établissement susvisé ;
- VU** le dossier de porter à connaissance en date du 20 octobre 2022 présenté par la société SUEZ RV Centre Est, portant sur une évolution de la gestion des eaux pluviales de ruissellement de la zone DONZERE 3 de l'établissement susvisé ;
- VU** la notice hydraulique réalisée en juillet 2023 par la société SCE, complétant le dossier de porter à connaissance du 20 octobre 2022 susvisé ;
- VU** l'avis favorable émis, le 25 janvier 2024, sur le dossier de porter à connaissance du 20 octobre 2022 susvisé, par SNCF Réseau – DZI Sud-Est – Pôle Régional Ingénierie de Lyon ;
- VU** la lettre du 30 juillet 2024 présentée par la société SUEZ RV Centre Est, sollicitant la modification de prescriptions relatives à la gestion du biogaz, figurant dans l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 susvisé ;
- VU** le rapport référencé 20240903-RAP-DAEN0839 et les propositions en date du 3 septembre 2024 de l'inspection des installations classées, portant sur une évolution de la gestion des eaux pluviales de ruissellement de la zone DONZERE 3 de l'établissement susvisé ;
- VU** le rapport référencé 20240903-RAP-DAEN0837 et les propositions en date du 3 septembre 2024 de l'inspection des installations classées, portant sur la modification de prescriptions relatives à la gestion du biogaz dans l'établissement susvisé ;
- VU** le projet d'arrêté, porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 11 octobre 2024 ;
- VU** l'absence d'observations du pétitionnaire dans le cadre de la procédure contradictoire

CONSIDÉRANT que l'évolution de la gestion des eaux pluviales de ruissellement de la zone DONZERE 3 de l'établissement susvisé ne sont pas de nature à présenter un impact environnemental significatif ;

CONSIDÉRANT que la maîtrise de la gestion du biogaz dans l'établissement susvisé est désormais assurée de façon satisfaisante depuis plusieurs années ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations exploitées dans l'établissement sus-visé ;

Le pétitionnaire entendu ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de la Drôme ;

ARRÊTE

Article 1er

Le tableau figurant à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 sus-visé, est ainsi modifié :

Rubrique	AD NC	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2510-3	A	Carrière (exploitation de) 3. Affouillements du sol, lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2000 tonnes.	<u>Extension projetée au Nord de DONZERE 2 :</u> Casiers n°10 à 13 : 1 246 350 m³ <u>Casier pour stockage déchets d'amiante lié à des matériaux inertes :</u> 20 000 m³ <u>Site DONZERE 3 :</u> Phase 1 : 690 000 m ³ Phase 2 : 360 000 m ³ <u>TOTAL : 2 316 350 m³</u>
2517-1	E	Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques. La superficie de l'aire de transit étant : 1. supérieure à 10 000 m ²	Superficie maximale de stockage sur le site de <u>50 000 m²</u>
2714-1	E	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711. Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³ .	Volume maximum susceptible d'être présent dans l'installation : <u>Stock amont :</u> - papiers/cartons/plastiques : 750 m ³ - invendus de presse : 180 m ³ - multimatériaux : 180 m ³ - corps creux plastiques : 180 m ³ - DAEND potentiellement valorisables : 750 m ³ - bois brut (en extérieur) : 2 000 m ³ - bois broyé (en extérieur) : 1 000 m ³ <u>Stock aval :</u> - balles de papiers (en intérieur) : 180 m ³ - balles papiers/cartons/plastiques/emballages (en extérieur) : 810 m ³ <u>TOTAL : 6 030 m³</u>
2716-1	E	Installation de transit, regroupement ou tri	Volume maximum susceptible d'être

		<p>de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>1. Supérieur ou égal à 1000 m³</p>	<p>présent dans l'installation :</p> <p>Rupture de charge déchets légers (emballages et DAEND en mélange) : 9 000 m³</p> <p><u>Ouverture de balles issues du transport fluvial</u> : 2 500 m³</p> <p><u>TOTAL : 11 500 m³</u></p>
2760.2	A	<p>Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 :</p> <p>2. Installation de stockage de déchets non dangereux</p>	<p><u>Stockage de déchets non dangereux</u> :</p> <p>Site DONZERE 2 :</p> <p><u>667 590 m³</u></p> <p>Extension projetée au Nord de DONZERE 2 :</p> <p><u>1 435 000 m³</u></p> <p>Site DONZERE 3 :</p> <p><u>1 050 000 m³</u></p> <p><u>TOTAL : 3 152 590 m³</u></p> <p><u>Stockage de déchets dangereux</u> :</p> <p>Casier de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes : <u>25 000 m³</u></p> <p><u>Capacité d'accueil annuelle</u> :</p> <p><u>Déchets non dangereux</u> :</p> <p>200 000 tonnes maximum 150 000 tonnes en moyenne (cf article 1.2.4)</p> <p><u>Déchets dangereux</u> :</p> <p><u>1200 tonnes maximum</u></p>
2791-1	A	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 10 t/jour.</p>	<p>Broyage de déchets de bois pour une capacité maximale de 40 tonnes/jour.</p> <p>Broyage de papiers pour une capacité maximale de 30 tonnes/jour.</p> <p><u>TOTAL : 70 tonnes/jour.</u></p>
2713-1	E	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m².</p>	<p>Plate-forme de tri et de transit de métaux pour une surface de <u>1 430 m²</u>.</p>
2515-1.c	D	<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux</p>	<p>Présence d'un crible d'une puissance inférieure à 200 kW pour les matériaux inertes.</p>

		inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant : c) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	
2921-b)	DC	Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle : b) La puissance thermique évacuée maximale est inférieure à 3 000 kW	Une tour aéroréfrigérante.
4130-2-b	D	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t	Stockage d'acide nitrique à 53 %, inférieur à 2 tonnes.
4734	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphthas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines, étant : 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés, inférieure à 50 tonnes. 2. Pour les autres stockages, inférieure à 50 tonnes.	<p>Cuve de GNR double enveloppe avec système de détection de fuite, d'une capacité de 30 m³, soit 24,9 tonnes.</p> <p>Cuve mobile de GNR de 3 m³, soit 2,5 tonnes.</p> <p>Réservoir d'essence de 0,01 m³, soit 0,007 tonnes.</p> <p>Soit un total de <u>2,507 tonnes</u>.</p>
1434	NC	Liquides inflammables, liquides de point éclair compris entre 60° C et 93° C, fiouls lourds et pétroles bruts, à l'exception des liquides mentionnés à la rubrique 4755 et des autres boissons alcoolisées (installation de remplissage ou de distribution, à l'exception des stations-service visées à la rubrique 1435). 1. Installations de chargement de véhicules citernes, de remplissage de récipients mobiles, le débit maximum de l'installation étant inférieur à 5 m ³ /h.	<u>3 m³/h</u> (débit de remplissage de la cuve mobile à partir de la cuve fixe).
1435	NC	Stations-service : Installations ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules à moteur, de bateaux ou d'aéronefs.	<u>45 m³ de GNR</u> distribués à partir de la cuve fixe.

		Le volume annuel de carburant liquide distribué étant inférieur à 100 m ³ d'essence ou 500 m ³ au total.	
2516	NC	Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillérisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents. La capacité de transit étant inférieure à 5 000 m ³ .	Plâtre : Volume maximal stocké : 150 m ³
2930	NC	Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie : 1. Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant inférieure à 2 000 m ² .	Surface de 226 m ²
3540-1 (*)	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et 2760-3, d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes.	Capacité totale : <u>3 152 590 tonnes</u> (avec une densité de 1).

Article 2 : GESTION DU BIOGAZ

Les prescriptions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 sus-visé sont supprimées et remplacées par les prescriptions suivantes :

« L'entretien et la surveillance de l'ensemble des équipements liés à la gestion du biogaz émis par le massif de déchets non dangereux stocké dans l'établissement sus-visé, sont assurés de façon à ne pas générer de nuisances olfactives au-delà des limites de ce centre. »

À cette fin, l'exploitant est tenu de se doter des moyens appropriés et d'une organisation composée d'agents compétents, tels que décrits dans sa lettre du 30 juillet 2024 sus-visée. La production théorique de biogaz par les déchets stockés dans le centre est évaluée annuellement, et un plan prévisionnel de dimensionnement des réseaux biogaz est établi en conséquence. »

Article 3 : ODEURS

Les prescriptions complémentaires imposées à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 28 février 2019 sus-visé sont ainsi modifiées :

« L'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place sur le massif de déchets non dangereux :

- annuellement pour le casier en cours d'exploitation et ses abords dans un rayon de 20 m ;*
- tous les 2 ans pour les autres casiers.*

Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées et prend les actions correctives appropriées dans les plus brefs délais, au plus tard sous un mois. L'efficacité de ces actions correctives est vérifiée par un nouveau contrôle, réalisé selon la même méthode, dans les plus brefs délais, au plus tard 3 mois à compter de la date du contrôle précédent. L'ensemble des résultats de mesures et des actions correctives est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard un mois après leur réalisation. »

Article 4 : GESTION DES EAUX PLUVIALES

Article 4.1

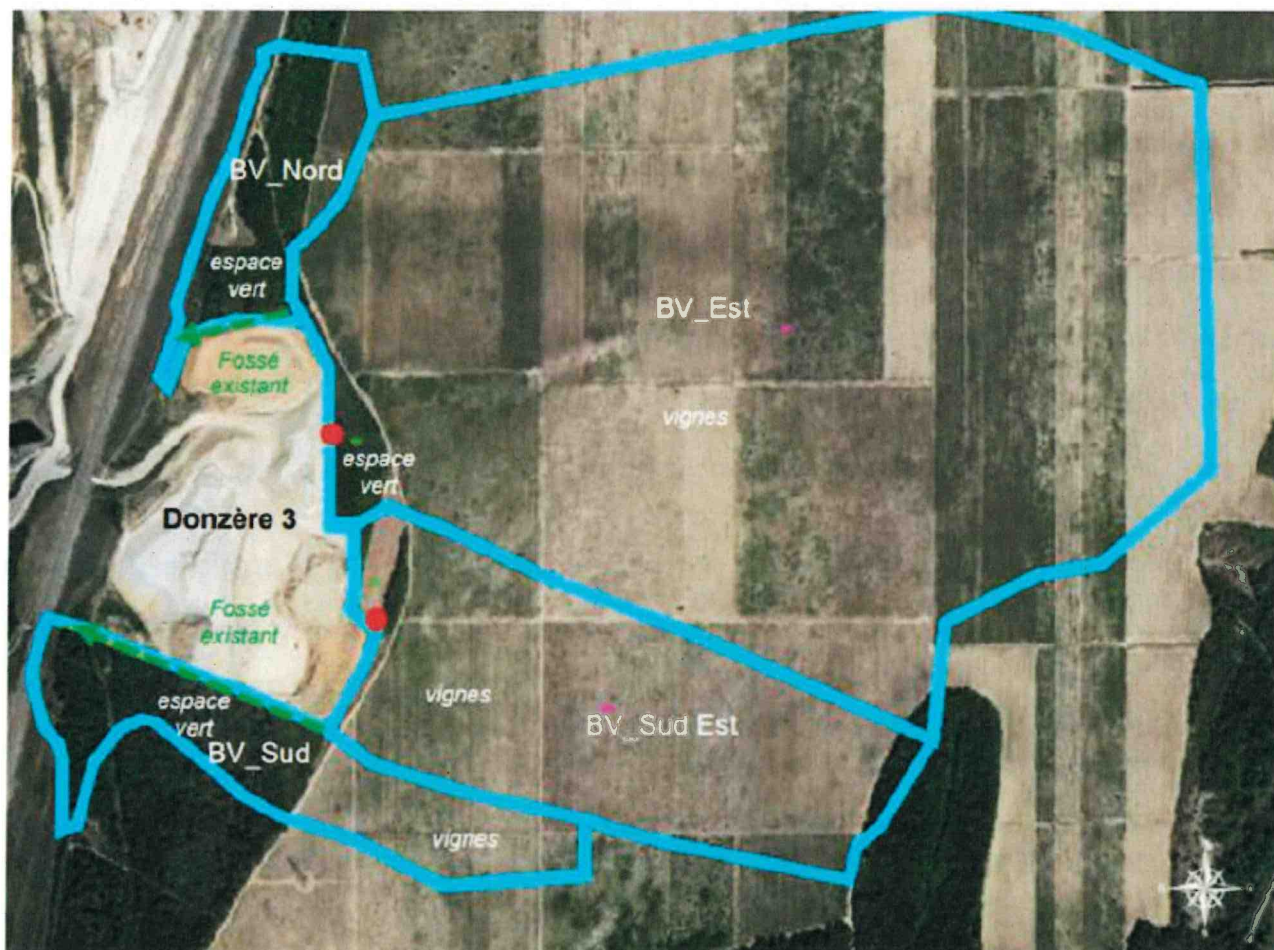
Les prescriptions de l'article 1.3.1 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 sus-visé, sont ainsi modifiées :

« Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et des réglementations autres en vigueur. Sauf incompatibilité, elles respectent également les plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, notamment le dossier de porter à connaissance du 20 octobre 2022 sus-visé, portant sur une évolution de la gestion des eaux pluviales de ruissellement de la zone DONZERE 3. »

Article 4.2

Les prescriptions du paragraphe 3 de l'article 4.3.2 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 sus-visé, sont ainsi modifiées :

« Pour ce qui concerne la zone DONZERE 3, les eaux pluviales de ruissellement extérieures au site (ERE) sont collectées au niveau de 4 bassins versants figurant sur le plan ci-dessous :



Les ERE du bassin versant BV_Nord sont collectées et dirigées dans un collecteur en béton de diamètre 500 mm qui les conduit au bassin d'infiltration appartenant à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF) mentionnée à l'article 4.3.3 du présent arrêté.

Les ERE du bassin versant BV_Sud sont collectées et dirigées au dalot maçonné «dalot SNCF» permettant de franchir la voie LGV et de passer à l'Ouest pour rejoindre le bassin d'infiltration (ASF) sus-cité.

Les ERE des bassins versants BV_Est et BV_Sud-Est sont collectées et dirigées dans une canalisation enterrée de diamètre 1 000 mm qui les conduit vers un fossé existant au Sud. Elles rejoignent gravitairement le «dalot SNCF» sus-mentionné et s'écoulent dans le bassin d'infiltration (ASF) sus-cité. »

Article 4.3

À l'exception de son dernier paragraphe, l'article 4.3.3, de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 sus-visé, est ainsi modifié :

« Les eaux de ruissellement intérieures au site et le cas échéant, les eaux souterraines drainées (voir article 4.3.5 ci-après), non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets, sont collectées et dirigées dans des bassins de stockage étanches d'eaux pluviales devant être dimensionnés pour un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité, et jouant le rôle de décanteurs et de bassins écrêteurs.

La capacité minimale du bassin existant situé à l'entrée du site s'élève à 10 400 m³. Ce bassin recevra notamment :

- les eaux de ruissellement des zones DONZERE 1 et 2 ;
- les eaux de ruissellement de la zone DONZERE 3 par l'intermédiaire de canalisations suffisamment dimensionnées.

Lors de la mise en exploitation de la zone DONZERE 3, des bassins spécifiques seront réalisés en fonction des besoins, leur volume global minimal s'élèvera à 8 840 m³, le rejet final se fera dans le bassin d'infiltration (ASF) situé à l'entrée du site.

La capacité minimale d'un troisième bassin situé au Nord du site s'élève à 8 500 m³, il recevra notamment :

- les eaux de ruissellement des zones : Extension Nord DONZERE 2 et stockage de déchets dangereux ;
- les eaux en provenance de l'unité de traitement de déchets non dangereux, après contrôle de leur qualité.

Les fossés d'alimentation et d'évacuation de ces ouvrages doivent être conçus et dimensionnés pour un événement pluvieux de fréquence décennale de 24 heures en intensité.

Les eaux des bassins sont dirigées, après contrôle, dans un bassin d'infiltration appartenant à la société des Autoroutes du Sud de la France (ASF), sous réserve du respect de la convention signée entre les parties concernées. Dans ce cadre, le débit de déversement des eaux dans ce bassin d'infiltration est déclenché sur action manuelle, il est au maximum de 0,25 m³/s. »

Article 4.4

Les prescriptions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 modifié en dernier lieu par l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 sus-visé, sont ainsi modifiées :

« Des dispositions sont prises pour éviter une alimentation des casiers latéralement, par une nappe ou des écoulements de sub-surface.

Un drainage est réalisé par l'intermédiaire d'un géosynthétique de drainage situé sous la barrière de sécurité passive. Les eaux recueillies sont rejetées au milieu naturel sans traitement, après contrôles. Elles ne peuvent en aucun cas être mélangées aux eaux des fossés de collecte des eaux pluviales de ruissellement. »

Article 4.5

L'article 7 de l'arrêté préfectoral du 9 novembre 2020 sus-visé, modifiant l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014, est ainsi modifié :

« L'annexe 7 de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé est remplacée par l'annexe du présent arrêté. Les 2 premiers paragraphes de l'article 9.2.3. de l'arrêté préfectoral n°2014184-0017 du 3 juillet 2014 sus-visé sont ainsi modifiés :

« Le réseau de contrôle de la qualité des eaux souterraines pouvant être impactées par les activités du site est constitué par les piézomètres suivants, leur implantation est visualisée sur le plan en annexe 7 au présent arrêté :

*PZ1 dit « forage des Estubiers » (amont DONZERE 1),
PZ2 dit « plate-forme MOS » (central DONZERE 1),
SR1 et SR2 (central DONZERE 1),
PZ3 dit « tourne à gauche » (aval DONZERE 1),
Pz5-Sud,
PZ5 dit « central DONZERE 2 »,
Pz5-Nord,
PZ6 dit « aval DONZERE 2 »,
PZ7 dit « aval DONZERE 3 »,
PZ8 dit « amont Extension Nord DONZERE 2 »,
PZ9 dit « aval Extension Nord DONZERE 2 »,
PZ9-Nord.*

Ces puits sont nivelés, réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par la réglementation ou la norme française en vigueur relative à la réalisation d'un forage de contrôle de la qualité de l'eau souterraine au droit d'un site potentiellement pollué.

L'ensemble des piézomètres fait l'objet :

- d'un contrôle trimestriel, en période de hautes et basses eaux, pendant la période d'exploitation de l'une au moins des zones de stockage de déchets non dangereux du site ;*
- d'un contrôle semestriel pendant la période de suivi de l'une au moins des zones de stockage de déchets non dangereux du site.*

Le prélèvement d'échantillons est effectué conformément aux normes en vigueur. Le niveau des eaux souterraines est mesuré à cette occasion. Les paramètres à analyser dans le respect des normes en vigueur sont les suivants :

*** Pour les piézomètres assurant le suivi de la zone en post-exploitation DONZERE 1 :**

pH, conductivité, demande chimique en oxygène, demande biochimique en oxygène, hydrocarbures, nitrates, nitrites, chlorures, sulfates, ammonium, fer, indice phénol, arsenic, métaux, cyanures, composés organo-halogénés et bactériologie.

*** Pour les piézomètres assurant le suivi des zones DONZERE 2, Extension Nord DONZERE 2 et DONZERE 3 :**

- physico-chimiques suivants : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO₂, NO₃, NH₄⁺, SO₄²⁻, NTK, Cl⁻, PO₄³⁻, K⁺,

Ca²⁺, Mg²⁺, DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX ;

- paramètres biologiques : DBO₅ ;

- paramètres bactériologiques : Escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles ;

- autres paramètres : hauteur d'eau.

- Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'autorité de sûreté nucléaire, soit par l'institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.

Les résultats d'analyse de chaque puits sont consignés dans des tableaux de contrôle comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). Ils sont archivés par l'exploitant pendant une durée qui ne peut être inférieure à trente ans après la cessation de l'exploitation, et qui ne doit pas être inférieure à la période de suivi. »

Article 5 : Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de GRENOBLE :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la présente décision ;

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de

réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation telle que définie par l'article L. 213-1 du Code de justice administrative, auprès du Tribunal administratif de Grenoble.

Article 6 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie de DONZERE et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie pendant une durée minimum de quatre semaines.

La maire de la commune de DONZERE fera connaître par procès verbal, adressé à la Direction Départementale de la Protection des Populations (DDPP) de la Drôme, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté sera publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 7 : Exécution – Notification

Le Secrétaire général de la préfecture de la Drôme, le Directeur Régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes et la maire de DONZERE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au représentant légal de l'exploitation.

Fait à Valence, le **08 NOV. 2024**

Le Préfet,

Pour le Préfet, et par délégation
Le Secrétaire Général

Cyril MOREAU

ANNEXE
Carte d'implantation des piézomètres

